

# le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

4 AU 10 FÉVRIER 1993

N° 900

## LÉGISLATIVES DE MARS 1993

# ABSTENTION

## Editorial

La Fédération anarchiste appelle (une fois encore) à ne pas participer aux élections législatives. Pourquoi ?

Cet appel est plus qu'une sanction contre les partis politiques de tous bords, plus qu'une sanction contre ce gouvernement incapable de résoudre les problèmes les plus cruciaux du moment. En effet, si tous, à des degrés divers, sont responsables de la situation actuelle, nous voyons bien que la misère des uns, l'opulence et les profits des autres ne sont pas dus uniquement à une mauvaise gestion ou à des erreurs gouvernementales. Elles sont la conséquence des règles et de l'organisation qui régissent la société occidentale : société basée sur l'oppression de l'individu face à la concentration des pouvoirs ; société basée sur l'argent et la recherche du profit immédiat de quelques-uns exploitant l'immense majorité de la planète.

Dans ce cadre, il devient évident qu'à l'Assemblée nationale aucune bonne politique et sociale ne pourra être mise en place et ne pourra changer la vie. C'est pourquoi notre dénonciation de l'illusion électorale est parallèle à une action concrète dont le but est de mettre en place des pratiques de luttes, des revendications, qui dès maintenant, permettront de construire d'autres futurs sur la base de la liberté des individus, de l'égalité sociale et de l'entraide entre les peuples.

Pour que personne ne décide à notre place, c'est tous les jours qu'il nous faut agir et non élire.

Sébastien Basson

(1) *Le Monde* du 24 avril 1981. Les principales propositions économiques de François Mitterrand.

(2) Cité par *le Canard enchaîné* du 24 octobre 1990.

(3) *Bilan économique et social 1982* (édité par *le Monde*).

(4) *Le Monde* du 15 octobre 1985.

LORS de son récent passage à Roanne, devant les caméras, Bérégovoy, toujours aussi gonflé de suffisance, a fait claquer les médiums sur le pouce de sa grassouillette main droite en proclamant : « *s'il suffisait de faire ce geste pour régler le problème du chômage, vous pensez bien que je l'aurais fait !* »

Tu l'as dit bouffi !... En effet, il faudrait être un charlatan, un bateleur de foire électorale pour prétendre opérer des miracles en la matière, comme ce candidat à la Présidence qui, en 1981, voulait « *changer la vie* » et annonçait la « *création de 210 000 emplois par an, dont 150 000 dans le service public et 60 000 d'utilité collective* ». Pour la durée de travail, il prévoyait une « *négociation d'une réduction jusqu'à 35 heures par semaine sans diminution de salaire, le travail disponible devant être partagé* ». (1)

Pour faire bonne mesure, ce même individu que l'honorable Béré ne doit pas estimer beaucoup, promettait une production d'acier portée à 30 millions de tonnes et des aciéries toutes neuves à Denain et Longwy. On connaît la suite...

Tout le secteur étatique réduit sans cesse ses effectifs : Renault, RVI, dans la sidérurgie, à la SNCF aussi, au détriment du service public et de la sécurité du personnel et des voyageurs. Pour la sidérurgie, les « socialistes » n'ont fait que poursuivre les coupes claires commencées sous Giscard, Mitterrand donnant à Mauroy cette rude consigne : « *Soyez cruel !* », ce qui permit au *Monde* d'écrire, non sans jubilation « *la gauche tranche dans sa base sociale* ».

Toutefois, pour lutter contre le chômage, Bérégovoy et son ministre du Travail ont trouvé une solution : supprimer les chômeurs ! Les agences locales de l'ANPE ont reçu « des consignes très fermes » pour radier le plus grand nombre possible de chômeurs : 72 610 radiations en juin-octobre 1992 contre 19 770 pendant la même période de 1991. Décidément, les chômeurs sont soignés par la gauche. C'est le même Bérégovoy, alors ministre des Affaires sociales qui, en 1982, réduisit en montant et en durée leurs indemnités, si bien qu'en 1983 la moitié des chômeurs ne touchaient plus rien et allaient constituer la fameuse armée des « nouveaux pauvres ».

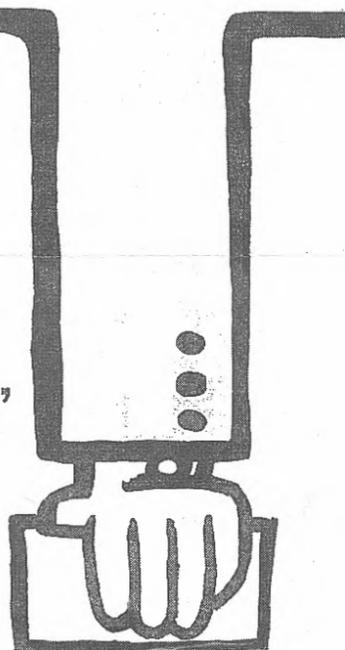
Dans les entreprises, la vie devait changer... Auroux, ce ministre

## DISTRIBUEZ-VOUS DES CHEQUES EN BLANC ?

**CANDIDATS:  
ILS VOUS PROMETTENT  
LA LUNE.**

**ELUS:  
ILS DEVIENNENT  
LES NOUVEAUX BENEFICIAIRES  
DES PRIVILEGES ECONOMIQUES,  
ET DES INEGALITES SOCIALES.**

**L' URNE  
CERCUEIL DE VOS ILLUSIONS**



# AGIR AU LIEU D' ELIRE

« socialiste » du Travail qui, avec son compère Mauroy, décréta en 1982 le blocage des salaires et la mort de l'échelle mobile (en ressortant de la poussière où elle dormait depuis trente ans une ordonnance du pétainiste Pinay), Auroux, donc, édicta les fameuses lois qui portent son nom. Dans les boîtes, les prolos qui n'ont pas été victimes des « restructurations » peuvent en rechercher les « acquis » à la loupe.

Fiterman qui, à l'époque, les avait approuvées, reconnaît aujourd'hui : « *Les lois Auroux n'ont eu aucune traduction concrète dans la réalité.* » (2)

Ces lois n'ont apporté aucun moyen supplémentaire pour résister à l'arbitraire patronal. Pas question, par exemple, de donner le droit de veto aux Comités d'entreprise pour s'opposer aux licenciements car, selon Auroux, il ne fallait « mettre en cause l'unité de la direction ». Nous voici loin du discours « autogestion-

naire » de la période électorale. D'ailleurs, après 1981, le mot « autogestion » ne tarda pas à disparaître complètement des propos et écrits « socialistes », ce qui confirma ce dont nous étions déjà persuadés : l'autogestion à la sauce Tonton n'était qu'un attrappe-couillon !...

### Un catastrophique bilan social

Un élément positif pouvait être trouvé dans les lois Auroux concernant une « limitation sévère » du travail temporaire. Or, jamais les travailleurs à statut précaire (intérimaires, contrats à durée déterminée, etc.) n'ont été aussi nombreux, ce qui permet la plus grande flexibilité dans la gestion des effectifs.

Flexibilité à outrance, aussi, pour les horaires. Il est vrai que Mauroy, dès juillet 1981, avait proclamé qu'il

fallait « *utiliser davantage les machines. Il s'agit notamment de faciliter le travail de nuit pour les femmes, de développer le système en équipe, y compris le samedi et le dimanche* » (3). Ces conseils ne sont pas tombés dans les oreilles de sourds et l'on a vu, par exemple, l'instauration d'une aberrante semaine de quatre jours, chez Peugeot, avec changements de postes au milieu de la nuit ! Bonjour les dégâts quant à l'équilibre physique et psychique des salariés et de leurs familles.

Cette évocation succincte du brillant « bilan social » de la gauche prouve à l'évidence — Pinay et Barre l'ont affirmé à plusieurs reprises — que la droite au pouvoir n'aurait pu faire « mieux » envers le monde du travail. La motion de synthèse du congrès « socialiste » de Toulouse, en 1985, évoquait « *la transformation du PS de parti d'opposition en parti à vocation gouvernementale* » et

constatait que « *nos difficultés avec l'opinion tiennent sans aucun doute d'abord au décalage inévitable mais réel entre nos actes et les attentes qui étaient celles, notamment, du monde du travail en 1981.* » (4). Traduit en clair, ce langage de bois dur signifie : « nos électeurs n'ont pas apprécié d'être pris pour des cons ». Il est encore plus évident en cet an 1993 que de toutes les envolées oratoires, sur les tréteaux de la foire électorale, le travailleur conscient (en attendant d'être mieux organisé et plus combatif) n'en a, selon une expression désormais célèbre, rien à cirer !...

# Vote écolo : piège à gogos

**D**ÉGOUTÉS par les formations politiques de droite ou de gauche, nombreux sont celles et ceux qui risquent de se replier sur le vote écolo. Au moins, penseront-ils, va-t-on avoir droit à quelques mesures améliorant notre cadre de vie, diminuant la pollution et transformant les rapports nord-sud. Malheureusement, ils vont être rapidement déçus. Pour plusieurs raisons.

Il faut bien voir que des mesures environnementales ne seront prises que si les capitalistes le veulent bien. Le système est en effet toujours organisé par les rapports marchands et par le profit. Les capitalistes et les bureaucrates les plus conscients ont bien compris que cela ne servait à rien de scier la branche écologique sur laquelle sont assises leurs fortunes, sinon provoquer leur ruine tôt ou tard. Ils cherchent donc à protéger les ressources naturelles qui fondent leur économie ou, à la rigueur, améliorer le cadre de vie pour faciliter la bonne reproduction de l'esclavage salarial. Pour cela, ils ont besoin des écologistes, voire ils adoptent tout ou partie du discours écologiste. Aujourd'hui tout le monde il est beau, tout le monde il est écolo ! L'essence est verte, la démocratie est directe, les hommes ont retrouvé la nature. Toutes les études de marché prouvent que le label écolo fait vendre et rapporte. Pareil pour les politiciens. Pourquoi s'en priver ? Rhône-Poulenc, pollueur s'il en est, sponsorise une émission télé d'aventurisme écolo

BC-BG et verse des subventions à la très écologiste Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature qui... l'accepte ! A dire vrai, rien de surprenant pour une époque où l'on fait désormais la guerre au nom de l'humanitaire, où les soldats-assassins sont devenus des messagers de paix !

Mais, dira-t-on, avec les véritables écologistes, les choses vont vraiment changer. Rien n'est moins sûr. Pourquoi ? Tout simplement parce que les élus écologistes, s'ils sont sincères, auront les mains économiquement et politiquement liées. Economiquement, parce que le système capitaliste en crise dictera ses conditions... et à quel prix !

## Des élus écolos aux mains liées

Dans la région Rhône-Alpes, les élus Verts ont par exemple accepté des coupes sombres dans le budget de l'éducation, en échange de miettes pour le budget environnement et d'un pacte avec la droite. Politiquement, parce qu'une fois entrés dans le système bureaucratique, avec ses renvois d'ascenseurs, ses avantages personnels, son confort bourgeois, ses magouilles, les écologistes se plieront aux règles du jeu. Ainsi, la présidente verte de la région Nord, Marie-Christine Blandin, dispose d'un dossier explosif sur un détournement de fonds par des élus socialistes et communistes, via une association d'éducation populaire, mais elle n'en

dévoilera que le minimum, juste pour que quelques lampistes trinquent, tout cela afin de protéger sa fragile majorité régionale, acquise grâce au soutien de la gauche, et — propos entendu de Daniel Rougerie, élu municipal Vert à Lille — parce que « la classe politique est assez discréditée comme cela, il faut la protéger ». Marie-Christine Blandin peut bien remplacer les R 25 des élus nordistes par des vélos, ce n'est qu'une opération démagogique qui nous rappelle d'ailleurs comment Laurent Fabius s'est, paraît-il, rendu populaire en roulant en 2 CV lorsqu'il était premier ministre... On sait où cela l'a mené...

Les Grünen allemands avaient pourtant montré l'exemple d'une rapide dégénérescence bureaucratique et sociale : abandon du tourniquet, de la rotation des postes, de la consultation de la base, embourgeoisement aux frais du denier public. Mais ceux qui n'en sauraient rien peuvent quand même constater les dérapages qui existent déjà chez les Verts. Prenons encore l'exemple de la dernière assemblée générale des Verts de Saint-Etienne : tripatouillage de fausses cartes, circulation de calomnies, pressions diverses pour réduire au silence quelques gêneurs qui demandaient des comptes. C'est ça la démocratie directe ?

Ce n'est pas tout. L'idéologie écologiste vise à nous faire croire que les lois de la nature dictent l'organisation sociale : c'est un retour aux antiques philosophies qui nous maintenaient dans le carcan du « nous n'y pouvons rien ». Les écolocrates vont tout simplement prendre le relais du Roi Soleil ! Leur défense des prétendus « équilibres naturels » n'est qu'une fumisterie, puisque la vie est par définition mouvante, dynamique, changeante. Y compris dans ses éléments naturels : sans quoi la Terre ne serait jamais née, et l'évolution des espèces ne se seraient jamais faites, à commencer par l'espèce humaine. La critique du « productivisme » n'est qu'un cache-sexe intellectuel pour éviter de dénoncer le capitalisme. Car le système actuel ne produit pas pour produire, mais pour vendre, nuance ! Les anarchistes ne veulent pas « vendre mieux », mais abolir l'ordre marchand. Ils sont pour le développement de la consommation maximale, pour la satisfaction des besoins de tous, chose qui ne sera possible qu'en transformant radicalement le système actuel.

**Rédaction-Administration :**  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
**Directeur de publication :**  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977

## Ce n'est pas l'abstention qui fait le jeu du FN...

Depuis les élections régionales, les partis politiques à droite comme à gauche appellent à combattre l'abstentionnisme. Ici on dit que les abstentionnistes oublient leur « devoir de citoyen » et là on prétend que « s'abstenir, c'est voter pour le Front National »...

Ils nous proposent (et voudraient bien nous obliger comme en Belgique) d'aller voter pour simplement pouvoir dire quelque temps plus tard que « notre système démocratique » est bon. La preuve : l'immense majorité des électeurs leur faisant pleinement confiance se déplacent aux urnes... Et bien non !

Les citoyens ne décideront jamais rien d'eux-même dans ce système de « démocratie parlementaire » d'abord parce que tous les citoyens ne sont pas tous des électeurs et que notre confiance envers les politiciens n'existe pas. En clair, ce n'est pas un « devoir » d'aller...

### Voter pour des imposteurs !

Quant à ceux qui prétendent que « s'abstenir, c'est voter Front national » (PS - PC) ou « c'est laisser la place au FN » (Les Verts - Génération Ecologie), leur but est simplement d'obtenir les voix de déçus, avec le dernier des arguments : « voter pour nous, c'est empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir » (et oubliez ce qu'on a fait et ce qu'on aurait dû faire !)... ou encore : « voter pour nous c'est sauvegarder l'union démocratique contre l'extrême droite ».

Au contraire, les écologistes agissent sur le thème de la peur. Le catastrophisme, style fin du monde à l'approche de l'an deux mille, avec ses constats invérifiables par le quidam (trou de la couche d'ozone, effet de serre, réchauffement de l'atmosphère) révèle en fait une peur panique face à la merde, c'est-à-dire face à l'argent. De même que la merde est la vérité de l'Etat, que celui-ci tente de refouler (hygiène, ordre moral), l'argent est la vérité du système capitaliste qu'il refoule

### Le catastrophisme écologiste

derrière l'alibi du besoin des consommateurs. A partir de là, la lutte anti-pollution fonctionne aussi comme toutes les croisades réactionnaires, contre la décadence des mœurs, pour la pureté, pour l'ordre moral.

Le slogan des écologistes visant à « sauver la planète » (et non pas « la société humaine » !) sonne finalement comme un diktat : hors de l'Eglise écolo-naturaliste, point de salut. Avec ses campagnes de culpabilisation quasi religieuse : comme si c'était nous les principaux pollueurs ! Avec toutes les dérives totalitaires que cela comporte : or, les écologistes risquent d'en avoir les moyens, puisqu'ils veulent s'emparer de l'Etat et qu'ils ne veulent pas le détruire. Certes, ils sont contre l'Etat centraliste et jacobin, mais ils sont pour sa dilution à tous les niveaux :

Le passé montre que les « social-démocraties » n'ont guère agi contre le fascisme, le nazisme, le régime vichyste... et le présent le confirme. C'est quand même le Président Mitterrand qui, par un courrier en 1984, a ouvert tous les médias à Jean-Marie Le Pen. C'est bien Mme Georgina Dufoix (et oui, encore elle), alors ministre, qui a ouvert « les centres de détention » (ou camps de concentration) près des grands aéroports pour expulser plus rapidement... et la double peine (prison et expulsion), ce n'est pas un régime fasciste qui l'a mise en place : instaurée par Pasqua et Pandraud, elle a été conservée et même renforcée par les gouvernements « socialistes »... (le nombre annuel des expulsions a été multiplié par 4 sous les gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy).

Au lieu de combattre réellement les idées réactionnaires, la xénophobie, le nationalisme, le fascisme, des lois anti-immigrés sont votées dans toute l'Europe par ces « démocrates » qui confirment le traité de Maastricht et les accords « sécuritaires » de Schengen et TREVII.

Quant aux Verts et à Génération Ecologie, lors du vote du budget d'Ile-de-France en décembre, 1/3 a voté avec la droite, 1/3 avec le PS, le PC, le FN, et 1/3 s'est abstenu... Ils sont vraiment prêts à s'allier avec tous pour le pouvoir ! De plus, il n'existe rien dans leurs programmes écologistes pour combattre les mauvaises herbes nauséabondes et fascisantes qui gangrènent nos sociétés.

Groupe Humeurs Noires de Lille

l'autorité partout ! Et il faudrait leur donner le pouvoir ? Ne leur faisons pas crédit, jamais. Pas plus qu'aux autres. Ni gauche, ni droite disent-ils ? Plutôt ni la gauche ni la droite, ce qui permet aux carriéristes et aux arrivistes de toute sorte de se ruer sur les places à prendre...

Les écologistes exigent un contrôle plus pointu des rapports Homme-nature, ce qui induit en fait un contrôle encore plus rigoureux des rapports entre les hommes. Ils disposent d'une belle niche écologique dans le nouvel organigramme de la société technique. La lutte des classes, l'abolition du salariat, la suppression de l'Etat, tout cela est désormais nié ou oublié par les nouveaux prétendants dont le discours oscille entre, au pire, l'écofascisme et, au mieux, le libéralisme de gauche dégoulinant de morale et de bonne conscience. Le corollaire, c'est : chacun à sa place !

De mouvementiste, l'écologie est devenu institutionnel, électoraliste, politicien. Il n'a plus aucun rôle de contestation de l'ordre actuel. Les Verts appellent même à intervenir militairement en Yougoslavie : le pacifisme mène à tout ! Il est loin le temps où l'écologie véhiculait un combat contre l'autorité, contre la hiérarchie, contre la guerre. C'est à nous de le reprendre, haut et fort.

Philippe Pelletier  
(avec l'aide d'Infos & Analyses libertaires n° 34)

### Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
libertaire

### Bulletin d'abonnement

#### Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)
1 mois 5 n°	35 F	70 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F
1 an 45 n°	290 F	530 F

Abonnement de soutien : 350 F. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays .....

A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.